

Prise de parole de l'UD CGT 41

Manifestation du 10 octobre

Cher.es ami.es, cher.es camarades,

Si nous sommes réunis aujourd'hui suite à l'appel national d'une intersyndicale très large dans les trois versants de la Fonction Publique, l'Union Départementale CGT a fait le choix d'interprofessionnaliser la journée de grève et de mobilisation car le lien avec la lutte contre la loi travail XXL portée par les ordonnances Macron est clair.

Ne nous leurrions pas, les projets gouvernementaux, qui semblent s'attaquer à différentes professions ou catégories de la population, participent du projet de transformer en profondeur notre société pour la modeler selon la volonté des tenants de la finance. Macron, ami des riches et des puissants, ex-banquier de Rothschild, se fait avec complaisance promoteur d'un libéralisme débridé, porte-parole du MEDEF, des grands groupes financiers et de l'Union Européenne qui tous visent à développer partout et pour tous la concurrence libre et non-fauscée.

Dans leur esprit, il faut mettre à bas l'ensemble des progrès sociaux conquis par le monde du travail en 1936, 45 et 68, détruire la protection sociale, privatiser les services publics et les rendre rentables sur les marchés, déréguler toujours plus le Code du travail, liquider notre système de protection sociale solidaire, maladie, retraite, indemnisation du chômage, etc.

Et en parallèle, les cadeaux sociaux et fiscaux pleuvent sur les plus riches :

- Baisse de l'ISF : 4 milliards d'euros.
- Plafonnement du taux d'imposition des capitaux

Autant de cadeaux qui iront aux dividendes et aux actionnaires.

En revanche, pour la population et notamment les plus précaires, c'est une baisse des APL de 5€, c'est un projet de fusionner dans l'enseignement supérieur bourses et APL qui entrainera la suppression des aides au logement pour les élèves non-boursiers, etc.

Nous dénonçons depuis le départ l'agression sociale des ordonnances MACRON/PENICAUD contre les droits collectifs et individuels des salariés :

- développement de la primauté de l'accord d'entreprise qui remet en cause le socle de la loi et favorise toujours plus le dumping social,
- mise en concurrence des PME-PMI et de leurs salariés, baisse du salaire direct et socialisé,
- développement de la précarité,
- disparition des syndicats de l'entreprise.

Plus de cadeaux fiscaux et sociaux au patronat c'est moins de moyens pour une fonction publique forte de fonctionnaires de la population pour répondre aux besoins sociaux.

Pour la CGT, il est évident que les ordonnances MACRON auront leur traduction dans la Fonction Publique, au prétexte d'une égalité entre salariés du public et ceux du privé : destruction des garanties collectives, individualisation des parcours, hausse de la précarité sous toutes ses formes (auto-entrepreneuriat, CDI de Chantier), suppression des CHSCT, etc. Avec un objectif : casser le statut de la Fonction Publique, trop protecteur aux yeux des tenants du capitalisme et surtout de l'Union Européenne.

Cette casse est déjà « en marche » depuis plusieurs gouvernements :

- Multiplication de contrats précaires sur des postes statutaires.
- Mise en œuvre d'une fonction publique de missions contre la reconnaissance de la qualification par le grade.
- Individualisation du salaire par les primes au mérite, à la tête du client pour mettre au pas les fonctionnaires C'est ce qu'actent les dernières réformes du Parcours Professionnels Carrières et Rémunération (PPCR) et du Régime Indemnitaires tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).
- Gel du point d'indice après une augmentation dérisoire de 1,2% sur 2016 et 2017, insultante suite au gel entre 2010 et 2016 et à la perte de plus de 15% du pouvoir d'achat des agents depuis 2000.
- Retour du jour de carence, emblématique du mépris gouvernemental envers des fonctionnaires considérés a priori comme des feignants qui s'arrêteraient pour un oui ou pour un non.
- Plan d'économie de 60 milliards, annoncé au sempiternel prétexte de réduire la dette publique dans l'optique de rentrer dans les clous du fameux 3% de déficit public pour satisfaire à la volonté de l'Union Européenne et qui va se traduire notamment par la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires et le non renouvellement d'un départ à la retraite sur deux (voire 2 sur 3).

Pour les personnels cela signifie une nouvelle détérioration des conditions de travail, de nouvelles fusions ou mutualisations, fermetures de services. Pour les usagers, ce sera toujours moins de services publics de proximité en capacité de répondre à leurs besoins.

Quelques exemples pour être plus précis :

- dans le secteur de la santé, c'est l'accélération de la mise en œuvre des Groupements Hospitaliers en Territoire qui ont vocation à réduire l'offre de soins, à mutualiser les effectifs et les matériels, à développer les partenariats public-privé (évidemment en faveur du secteur marchand). Avec en parallèle des fermetures de lits par centaines, tout comme celles de postes.
- Dans l'éducation, l'assouplissement des réformes des rythmes scolaires et du collège ne remet pas en cause les outils de dérégulation qui creusent les inégalités territoriales et sociales : la mise en concurrence des établissements et des disciplines perdue tout comme la désorganisation du temps scolaire.
- L'insuffisance des moyens d'accueil et de fonctionnement des universités va conduire à la sélection à l'entrée et à la remise en cause du bac comme 1^{er} grade universitaire et diplôme national.

- A la poste, ce sont de nouvelles modifications des horaires d'ouverture et de tournées, de nouvelles missions pour les personnels comme le nouveau service payant « veiller sur mes parents », de nouvelles fermetures de bureaux.

Vous avez compris l'idée générale : faire mieux avec moins. Moins de moyens, moins de personnels, moins de temps...

Pour finir, la hausse de la CSG déplace le financement de la sécurité sociale vers l'impôt sur les plus pauvres pour permettre au patronat de payer toujours moins de salaires directs et de cotisations sociales et de se gaver des richesses volées aux salariés qui pourtant sont les seuls à les créer.

Le financement de la sécurité par l'impôt ce sera aussi moins de moyens à la fonction publique pour répondre aux besoins sociaux des usagers et à ceux des fonctionnaires.

Contre le projet de MACRON et du MEDEF et pour l'abrogation des lois régressives REBSAMEN, MACRON , EL KHOMRI, la CGT porte un autre modèle de transformation de la société fondée sur la réappropriation par les salariés des richesses qu'ils créent. Pour cela elle revendique :

- l'arrêt de la casse de l'emploi dans le privé comme dans le public,
- la ré industrialisation du Loir & Cher par la relocalisation des productions, l'investissement dans la recherche et le développement,
- le renforcement d'une protection sociale solidaire financée par les richesses issues du travail à travers les cotisations sociales (salaire socialisé), par une couverture des risques à 100% et donc la suppression de la CSG.
- La reconquête de véritables services publics de proximité et le renforcement du statut des fonctionnaires.
- Des salaires à la hauteur des qualifications reconnues avec un salaire minimum à l'embauche de 2000 € brut,
- une augmentation des pensions sur le même niveau d'un minimum de 2000€ avec un départ à la retraite à 55 ans, l'abrogation des lois sur la retraite depuis 1993 et le renforcement du système par répartition basé sur les cotisations sociales.
- Une diminution du temps de travail à 32 heures sur la base d'un salaire minimum de 2000€.
- Une sixième semaine de congés payés.

Le projet de Macron est global. Notre riposte doit l'être tout autant. C'est tous ensemble, sur nos lieux de travail et de vie, salariés du public et du privé, privés d'emploi, jeunes, retraités, que nous devons lutter pour imposer d'autres choix pour transformer la société. C'est notre intervention massive, unie et déterminée qui nous permettra de reconquérir le progrès social.

Seule notre mobilisation massive permettra de réorienter les richesses créées par le travail vers la réponse aux besoins de la population, permettra aux salariés de vivre et travailler mieux, aux retraités de profiter d'une retraite digne, à la jeunesse d'avoir un véritable avenir.

Pourtant, la rencontre des organisations syndicales au plan national, qui a eu lieu hier, n'a pas permis d'aboutir à un appel unitaire et à une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle, ce que nous regrettons profondément.

Pour la CGT, face à la gravité des attaques, il n'est pas possible de reporter la mobilisation aux calendes grecques et encore moins de bercer les salariés de fausses illusions autour de la tarte à la crème du dialogue social ou d'une pseudo concertation qui permettrait de peser ou d'inverser les orientations de Macron et de son gouvernement.

Seule l'intervention collective massive du monde du travail stoppera Macron et imposera d'autres choix. C'est pourquoi la CGT, fidèle à ses valeurs de défenses des intérêts des salariés, a décidé de prendre ses responsabilités et appelle tous les salariés, du public comme du privé, les retraités et privés d'emploi, la jeunesse à une nouvelle journée de grève et de manifestation le jeudi 19 octobre prochain, que nous espérons la plus unitaire possible dans ce département.

Alors à bientôt, toutes et tous dans la lutte et dans la rue !